

OBJET : CREATION DE DEUX EMPLOIS DANS LE CADRE DU CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3, alinéa 5,

Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,

Vu la délibération du 21 décembre 2006 créant deux emplois dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Au 1^{er} janvier 2007 les Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) se substituent aux contrats de ville. Les équipes Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale qui ont mis en œuvre les orientations du contrat de ville d'Oullins en 2000-2006 vont poursuivre dans le cadre des CUCS le travail engagé, dans le respect des orientations de l'Etat.

Il vous est proposé de créer deux nouveaux emplois afin de pouvoir décliner localement les orientations du C.U.C.S.

1/ Un chargé de mission "lutte contre les inégalités liées à l'emploi" qui aura, d'une part, des missions de droit commun : il sera chargé d'animer le partenariat local des acteurs de l'emploi insertion, de piloter en lien étroit avec les services municipaux les actions insertion de la Ville d'Oullins, et d'être ressource auprès de l'espace emploi municipal.

D'autre part, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale : il mettra en œuvre des actions ciblées sur des territoires et des publics identifiés afin de réduire les inégalités liées à l'emploi, selon les orientations définies par le CUCS 2007-2009. Il travaillera en relation étroite avec les personnes chargées de la réussite éducative sur la commune concernant la question des jeunes en rupture et participera à la démarche de qualification sur la lutte contre les discriminations.

2/ Un animateur territorial création d'activités qui sera chargé de mettre en œuvre la coopérative d'activités Graines de SOL (création d'une structure autonome), d'assurer l'accueil individuel et collectif des entrepreneurs, de mettre en place les outils de communication de la coopérative et le montage financier de la structure. De plus il devra inscrire Graines de SOL dans la démarche d'agglomération de labellisation de Lyon Ville de l'Entreprenariat

Il convient de préciser que la création de ces deux postes issus de la scission du poste de chargé de mission création d'activités et emploi, s'effectue à moyens budgétaires constants, compte tenu des cofinancements attendus des partenaires du CUCS.

Afin de poursuivre le travail engagé, il vous est proposé :

- De créer un emploi de chargé de mission « lutte contre les inégalités liées à l'emploi » et un emploi d'animateur territorial création d'activités à temps complet, ouverts aux fonctionnaires du grade d'attaché territorial.
- Toutefois, si aucun agent statutaire du grade d'attaché ne se présentait et eu égard à la nature des fonctions et aux compétences requises pour mener à bien les missions de ces postes, je vous proposerais de recourir aux services d'agents non titulaires, conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 5, de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Eu égard au niveau des compétences requises, les agents ainsi recrutés seront rémunérés sur l'échelle des attachés.

- DELIBERE -

A L'UNANIMITÉ des membres présents

APPROUVE la création d'un emploi de chargé de mission « lutte contre les inégalités liées à l'emploi », et d'un emploi d'animateur territorial création d'activités à temps complet, ouverts aux fonctionnaires du grade d'attaché territorial.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au recrutement d'agent(s) non titulaire(s) d'un niveau d'études de trois années après le baccalauréat, si aucun agent statutaire du grade d'attaché ne se présentait, conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 5, de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, c'est-à-dire en l'absence de candidatures de statutaires et en raison de la nature des fonctions et de la spécificité des compétences exigées.

AUTORISE Monsieur le Maire à fixer le niveau de rémunération des agents recrutés par référence à l'échelle indiciaire du grade d'attaché territorial en prenant en compte le niveau de diplôme et l'expérience acquise.

PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET